

Réunion du 4 février 2014

Visioconférence RENNES - BREST

Ordre du jour

- Représentation du Parcellaire Cadastral Unique (RPCU)
- Retour sur le questionnaire "données cadastrales" fait sur le 29
- Rapport des tests sur le WMS cadastre
- Points divers : cadastre napoléonien, orthophotographie, nouveaux Edigéo et date retenue pour mise à jour, fichier FANTOIR libéré, etc.

Présents	Excusés	Membres	Service / Fonction
1		BARILLE Pascal	Syndicat mixte du Pays d'Auray
1		BESAND Valérie	DREAL Bretagne
1		BOULLOT Alain	DDFiP 22
1		CHASLE-HEUZE Anne	DDTM35
1		CHAUVIN Frédéric	Rennes Métropole
1		DENIEL Julien	EPF Bretagne
1		FABRE Jacques	DDFiP 29
1		FORTIN Thomas	SAFI
		FRAPPIER Thomas	CC Côte d'Emeraude
	1	FROC Sébastien	DDFiP 35
1		LE BARH Jean-Michel	Audélor
1		LE BEC Pascal	DDFiP35
	1	LE PRIOL Estelle	Montfort Communauté
	1	LEGRAND Sébastien	Quimper Cornouaille Développement
1		MÉVEL-VIANNAY Stéphane	CG d'Ille-et-Vilaine
1		NAJA Elisabeth	Brest Métropole Océane
1		SPEGAGNE Loïc	DDFiP 56
1		VINSONNEAU Lydie	Région Bretagne
14			

Préambule

Mardi, c'est « chouquettes Valérie », et on dit merci !

Représentation du Parcellaire Cadastral Unique (RPCU)

Un point d'avancement du projet national de « Représentation du Parcellaire Cadastral Unique - RPCU » est fait.

Informations du bureau GF3A :

- la convention tripartite entre la DGFiP, le MEDDE et l'IGN devrait être conclue au cours de ce semestre. Outre les aspects juridiques (propriété intellectuelle, diffusion, etc..) et techniques (partage des tâches entre la DGFiP et l'IGN et description des processus techniques), elle prévoit notamment la gouvernance de la RPCU, avec **trois comités** : deux nationaux (**1 comité d'orientation et 1 comité de suivi**) et un local (**départemental**). Il est prévu que les représentants des collectivités participent aux comités locaux, ainsi qu'au comité national d'orientation, et pourront intervenir sur les priorités de mise en œuvre ;
- **calendrier** : la constitution de la RPCU pourrait, sous réserves, débuter au 2nd semestre 2014 dans quelques départements ;
- **une communication plus large** pourra être faite une fois la convention conclue.

Retour sur le questionnaire « Données cadastrales » du 29

Thomas Fortin fait un retour sur le questionnaire conduit dans le Finistère sur les données. Celle-ci est téléchargeable [ici](#).

Objectifs

Faire un retour dans le cadre d'un bilan sur le protocole départemental du cadastre. La numérisation étant achevée, l'idée était de voir les besoins sur les améliorations concernant la diffusion du cadastre (graphique et majic).

Bilan numérisation

1,5M parcelles numérisées.

Points positifs : favoriser une dynamique et développement des SIG, cadre commun, répartition des financements, chef de file : l'EPCI.

Freins : difficulté d'intégrer de nouveaux membres, bilan mitigé sur l'échange des données « Réseaux », contexte technique qui a évolué donc à adapter.

Enquête

Mieux connaître les usages et pistes d'amélioration. 47 acteurs interrogés : EPCI, Pays, Syndicats, DDTM29, SDEF, etc. Bon taux de réponse (33).

Usages : mise à disposition en interne, exploitation et analyse puis support de numérisation.

9 % utilisent BD Parcellaire. Fichiers Majic largement utilisés. Source d'accès identifiées : DGFiP puis GéoBretagne de plus en plus.

Rythme de mise à jour : besoin annuel majoritaire. Quelques besoins autour de mises à jour plus fréquentes (voire en temps réel).

Périmètre : besoin d'accéder à des données frontalières.

Fichiers fonciers : accès plus difficile. DGFiP principal fournisseur. Coûts variables liés aux extractions. L'acquisition est parfois multiple (voir si possibilité d'acquisition mutualisée).

Intégration des données : multiples façons. Flux encore peu développé mais l'usage existe. Pour ceux qui sous-traitent l'intégration des données graphiques, coût moyen de 727€/structure ou 2 jours de travail. Plus compliqué pour intégration des données foncières (coût plus important).

Bilan et pistes de réflexion

- donnée cadastre jugée comme complexe à appréhender : plusieurs fonds de plan, format, limites d'utilisation des fichiers fonciers, réglementation CNIL

- difficulté d'accéder à une échelle supra-EPCI, difficulté d'accéder aux fichiers fonciers

- non concordance entre fichiers fonciers et graphique, évolution des formats (Majic, Edigéo)

Souhaits formulés

- Livraison d'un cadastre avec matrice intégrée ;

- Téléchargement par lot à des échelles supra communales ;

- Fréquence augmentée des livraisons ;

- Amélioration de la topologie (littoral notamment) ;

- Renforcer la sensibilisation et communication + solution open source.

Pistes évoquées 29 :

- acquisition groupée des fichiers fonciers

- espace de téléchargement et flux

- faire évoluer la fréquence

- généralisation de la diffusion du cadastre anonymisé

Réactions en pôle métier

- **35** : expérience autour de l'acquisition des données foncières : CG achète et rediffuse auprès des EPCI (ceux qui ont une autorisation CNIL). Redécoupage fait par CG (développement CRAIG - ½ journée) et rediffusion via DVD et publipostage ½ journée (attention, il faut les crypter dorénavant). C'est le gravage qui prend le plus de temps. Données graphiques mises à disposition via FTP (ensemble du territoire) + agrégation en shape. Acteurs : EPCI, gestionnaires de réseaux, AUDIAR, etc.

- **56** : données accessibles sur extranet du CG56 commune/commune en Edigéo, mif/mid et shape et selon les deux projections. Idem un fichier majic/commune. Seulement territoire concerné. La convention est reproductible tous les ans. Il faut faire une première fois la déclaration CNIL et après, elle reste valable.

- **22** : c'est le SDE 22 qui assure la diffusion.

- **DREAL** : passe par une convention nationale pour les données MAJIC (anonymisée). Certaines données sont diffusables ? Lesquelles ? Auprès de qui ? A quelles conditions ?

- **information sur le nouvel outil QGIS** et l'extension des données cadastre (prise en compte du format Edigéo 2013) ;

- Peu de prise de conscience sur le fait que les données Majic doivent être détruites tous les ans ;

- **Sur les aspects en lien avec GéoBretagne :**

→ à la commune : en édigéo, shp et mif/mid . Besoin exprimé d'un téléchargement par lot départemental, à étudier par l'équipe GéoBretagne ;

→ via les flux : avantage : échelle large et possibilité d'accéder à l'ensemble des couches, de plus, les données sont déjà agrégées.

- **Adéquation fichiers majic et graphique** : impossible d'avoir une adéquation parfaite. Le meilleur compromis est la date D4 (fin mai/début juin)

BMO : 2 mises à jour : 1 fois en janvier et 1 en juin. **Rennes Métropole** : 3 fois par an.

Q. : DDTM 35 : retours sur Brocéliande où des bâtis construits entre 2009 et 2011 n'étaient pas présents. Quelles informations là-dessus ?

R. : Les géomètres du cadastre (35 et 22) tournent sur les communes du département suivant une périodicité variable de 1 à 3 ans suivant les communes (par exemple, Rennes tous les ans, Saint Armel tous les 2 ans, Québric tous les 3 ans). Les DDFIP fournissent via liste de diffusion GéoBretagne l'état des lieux des chantiers en cours (et notamment, remaniement et remembrement).

Retour sur les tests du WMS du cadastre

L. Vinsonneau fait un retour sur les tests qu'elle a conduits dans le cadre de l'expérimentation au nom de l'AITF (Association des ingénieurs territoriaux de France) sur le service WMS du cadastre.

Le service WMS mis à disposition par la DGFIP permet de fournir un **fond de plan à jour, complet** (toutes les couches du cadastre y sont présentes) et **lisible** du cadastre. Il représente ainsi une source potentiellement très intéressante d'utilisation pour un grand nombre d'acteurs qui travaillent dessus au quotidien. Cependant, à la lueur des tests effectués, il apparaît un certain

nombre de limitations techniques qui entraînent des limites en termes d'usages :

- **IP filtrée** : tests impossibles sur certaines applications (outil de validation INSPIRE de NeoGeo, GéoBretagne, etc.). ceci dit, cette contrainte ne sera valable que le temps de l'expérimentation ;

- **Pas d'accès à la version WMS 1.1.1** : ce qui implique que certains systèmes anciens ne pourront accéder à ce service WMS. Ceci dit, le service WMS 1.3.0 est effectivement conforme à INSPIRE ;

- **Système de projection non défini au niveau de chaque couche d'informations et non présence du système WGS84** : ceci implique que le service WMS n'est pas accessible pour un certain nombre de clients (ArcGIS, JOSM, etc.). Ce paramétrage est lié à la période de test, mais il reste à s'assurer que la définition de la projection sera bien définie à terme au niveau de chaque couche

- **Requêtes GetFeatureInfo et GetLegendGraphic non accessibles** : donc l'interrogation des données n'est pas possible sur les clients lourds ou légers (pas accès à la superficie des parcelles, à leur numéro, à leur section, etc.). De même, la consultation et l'impression de la légende n'est pas accessible (ex. signification des signes de mitoyenneté)

- **URL à la commune** : le cadastre est consultable sur une seule commune et la consultation s'arrête dès que l'on sort du territoire ;

- **Taille des images issues de la requête WMS limitée** : dès que l'écran de l'application cliente dépasse une certaine largeur (autour des 1100 pixels), les données ne s'affichent plus.

Un rapport a été remis au bureau GF3A à Bercy afin de lister ces limitations et pouvoir aider à la correction ou à l'évolution du service WMS.

Informations diverses

Marché cadastre napoléonien

Après, l'Ille-et-Vilaine, le 2ème bon de commande a été lancé sur les Côtes d'Armor. Il est actuellement en cours de contrôle.

Lien vers l'application de consultation : http://kartenn.region-bretagne.fr/sviewer/?layers=assemblage_cadastre_napoleonien

En attente des deux derniers services des archives départementales pour la

validation du lancement de leurs bons de commande respectifs.

Le groupe pense qu'il faut mettre l'applicatif en ligne dès que les 2 départements sont validés.

Marchés orthophotographies et MNT

• **35** : orthophotographie 2011-2012 livrée. La mise à jour prévue pour l'été 2014 est en cours de définition (partenariat avec IGN et cahier des charges ortho : 20 cm sur le rural - 10 cm sur l'urbain, MNT : 80 cm en précision) ; convention en cours avec DDFIP 35 ;

• **22** : contrôle V3 OK (résultat le matin). Vol datant de 2012 ;

• **29** : le vol conduit durant l'été 2012 est en cours de contrôle (problème de géométrie détecté notamment de part et d'autre d'une « seamline » (ligne de rupture entre 2 clichés bruts), soumis au prestataire) ;

• **56** : le vol s'est déroulé durant l'été 2013 et l'orthophotographie est en cours de constitution. Le contrôle DDFIP a fait l'objet d'une convention.

La nouvelle génération de partenariat est en cours de discussion (cf. [PM orthophotographie du 30/01/2014](#)).

Nouveaux fichiers Edigéo et date retenue pour mise à jour

Réception très récente de la nouvelle application dans les DDFIP. Les nouveaux fichiers seront disponibles très prochainement.

6 juin : date actée pour extraction des DDFIP concernant la mise à jour du cadastre graphique 2014

Info fichier fantoir libéré

En 2013, les fichiers Fantoir ont été isolés et sont disponibles en téléchargement libre et gratuit :

<http://www.collectivites-locales.gouv.fr/mise-a-disposition-fichier-fantoir-des-voies-et-lieux-dits>.

Fichiers DVF

Réunion le 5/2/2014 à Paris pour relancer les travaux initiés par l'ADEF. Potentiel élargissement des ayants-droit aux données (ex. Agences d'urbanisme,

service État, syndicats mixtes de SCOT, SAFER, par exemple).

Depuis le 1^{er} janvier sur impots.gouv.fr, tous les particuliers peuvent avoir accès à un nombre riche d'informations sur les transactions immobilières (cf. actualité : <http://www.service-public.fr/actualites/002884.html>)

2 problèmes se posent sur DVF :

- structuration du modèle
- qualification des données

Suites à donner

• **V. Besand (S. Olivier)**: voit quelles données du cadastre anonymisé (ex. parcelles bâties, parcelles publiques, etc. sont possibles à mettre en diffusion et à quelles conditions) ;

• **V. Besand** : voit côté DREAL la possibilité, ou non, de téléchargement en lot départemental ;

• **V. Besand** : teste les nouveaux fichiers Edigéo et fait un retour au groupe ;

• **DDFIP** : transmettent liste des chantiers en cours sur la liste de diffusion GéoBretagne de façon régulière ;

• **J. Deniel/P. Barillé/JP. Le Bec** : se rencontrent pour échanger sur les fichiers DVF et leur mode de constitution et font un retour au prochain PM cadastre ;

• **DDFIP** : font extraction PCI Vecteur le 6/6/2014 et transmettent aux acteurs habituels selon le territoire, et plus particulièrement les chantiers de remembrement et remaniement.

La prochaine réunion

14 octobre 2014

De 14h à 17h

Visioconférence Rennes – Région Bretagne- 283 avenue Patton (salle Chateaubriand) et Brest Métropole Océane Rue Coat Ar Gueven (salle B12)

Information post-réunion :

"La Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN) associée au Centre d'Étude et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité, et l'Aménagement (Cerema) - Délégation Territoriale Nord-Picardie, en charge du pôle de compétences et d'innovation "Foncier et stratégies foncières" vous invitent à une journée d'échanges sur les fichiers fonciers le

Mardi 25 mars 2014

de 9h30 à 17h

à la Défense (Grande Arche), salle 1 (rez-de-chaussée, 3ème niveau)

Après le succès en 2010 et 2012 des journées d'échanges, cette 3ème édition vise à présenter les nouveautés concernant les fichiers fonciers, et de faire partager des retours d'expériences sur leur utilisation.

Nous vous informons que les inscriptions en ligne seront ouvertes à la fin du mois de février"